N°23 mars 2011

caro canne

2€

Le magazine des professionnels de la canne



Météo, tonnage, richesse

La campagne 2010 à la loupe

Ver blanc
L'heure de la remobilisation
page 8

L'irrigation gagne du terrain
page 11

cahier technique page 13

Chargement et transport
des cannes longues à la récolte

Foucque MATERIELS

CASE IH AGRICULTURE

L'ISSUE DE VINGT ANS DE PARTENARIAT ENTRE CASEIH ET FOUCQUE MATÉRIELS.



www.caseih.com

international@cnh.com

www.foucquemateriels.re

SOMMAIRE >

Editorial 3

Fiche pratique 4

> Conseils de base, conseils de saison

Actualités 5/12

> R585 : les premières réactions
> Le nouveau directeur du CTICS en fonction
Le nouveau conseil d'administration
> Des changements dans la continuité au sein des institutions de la filière
> Recensement agricole : les données recueillies en cours d'analyse
> Appel à la remobilisation anti-ver blanc
> L'irrigation gagne du terrain
> Chargement : l'avantage de la CUMA
> Transport de la canne : la sécurité routière avant tout

DOSSIER
La campagne 2010 à la loupe 13/21

> Richesses à la baisse, rendement en augmentation
> Une campagne perturbée par la pluie et des températures élevées
> Peu de cannes sont restées sur pied
> Coupe mécanique : les coupeuses «pays» montent en puissance
> Privilégier le tonnage : un mauvais calcul
> Innovation : un rateau pour l'épaillage
> Témoignages de planteurs :
Mickaël Ferrère
Jean-Luc Grondin
Jean-Bernard Jaurès
> Un bilan industriel très satisfaisant

Le monde de la canne et du sucre 22

CAHIER TECHNIQUE I/VIII

> Le chargement et le transport des cannes longues à la récolte

Caro canne n°23 - Mars 2011
Revue de Canne Progrès éditée trois fois par an

Directeur de la publication
Bernard Siegmund - Président de l'ARTAS
Coordinateur Daniel Marion
Rédaction ARTAS - Bernard Grollier - Olivier Soufflet
Conception et réalisation HTC
Photos J.M. Grenier - BIES - Tereos - CTICS - eRcane - CIRAD
Information et abonnement
ARTAS c/o eRcane - BP 315
40 route Gabriel Macé - 97490 Sainte-Clotilde
Tél. : 0262 28 21 29 - Fax : 0262 29 05 07
Impression Print 2000 - N°ISSN 1764-657X
Tirage 4 250 exemplaires
Diffusion ARDP et Canne Progrès Prix au numéro 2 €
Ont participé à ce numéro
Chambre d'agriculture | eRcane | CIRAD | CPCS
CTICS | Conseil général | DAAF | Industriels du Sucre

Le site de la filière canne-sucre www.canne-progres.com

EDITORIAL >

Aide-toi, si le ciel ne t'aide pas !



Nous avons choisi, dans ce numéro de Caro Canne, d'examiner la dernière campagne à la loupe. L'exercice est utile à plus d'un titre. Après cette campagne marquée par une pluviométrie et des températures anormales, il donne l'occasion de rappeler qu'il est toujours possible de limiter les conséquences de conditions météorologiques défavorables.

Certes, la culture de la canne à sucre dépend grandement des conditions climatiques. La canne a besoin de stress hydrique et thermique pour fabriquer du sucre. Si la chaleur et les pluies ne diminuent pas à l'approche de la coupe, la richesse est basse en début de campagne : c'est ce qui s'est passé en 2010.

Cependant les techniques mises en œuvre par les agriculteurs peuvent réduire les effets négatifs du climat. Dans les secteurs affectés par cette mauvaise météo, des planteurs ont parfois perdu plus de 20 % de leur tonnage par rapport à 2009 alors que d'autres, sur des surfaces équivalentes, ont limité leurs pertes à quelques % et d'autres encore ont vu leur tonnage progresser de 5 à 10 %. Ce n'est pas le fait du hasard mais de bonnes pratiques agricoles, consistant notamment à épandre les engrais de manière fractionnée et au bon moment, tout comme les herbicides.

La dernière partie de l'année 2010 a d'autre part été marquée par une sécheresse particulièrement longue. Il est certain que dans les zones où elle a été la plus sévère, les champs coupés en début de campagne 2010 subiront des pertes significatives en 2011. Fort heureusement, il n'y a pas eu de coupures d'eau dans les périmètres irrigués. Les conditions climatiques favorables enregistrées à partir de février, pour peu qu'elles perdurent, devraient aider au rattrapage d'une partie du retard pris dans la croissance des cannes coupées en seconde période de campagne.

Si le ciel ne t'aide pas, aide-toi : telle doit être la devise de tout planteur ! De cette manière, chaque exploitation tirera un peu mieux son épingle du jeu au fil des campagnes, et la filière canne-sucre prouvera son dynamisme, sa modernité et son envie de progresser, auprès de ceux qui en douteraient encore.

Des faits inacceptables de tricheries sur les analyses de richesse, survenus au cours des dernières années, reviennent aujourd'hui sur la scène de l'actualité. La Justice suit son cours et laissons-la faire sereinement son travail. Mais sans attendre, toutes les mesures avaient été prises, dès le début de la campagne 2010, pour que le travail du CTICS s'effectue dans les meilleures conditions et éviter de nouvelles dérives. Malgré les malentendus passagers, c'est une nouvelle preuve que notre interprofession a pris toute sa place et sait prendre ses responsabilités.

Bernard Siegmund
Président de l'ARTAS

Culture de la canne à sucre

Les 10 préconisations de base

1 LES AMELIORATIONS FONCIERES

> faire le point sur l'état de sa parcelle avant toute plantation et envisager les aménagements nécessaires pour la mécanisation ;
> anticiper les améliorations foncières, en préparant le dossier d'aide, pour pouvoir lancer les travaux et planter au moment voulu.

2 L'ANALYSE DE SOL

> commander son analyse au moins six semaines avant une plantation, pour avoir les résultats suffisamment tôt et ainsi réaliser à temps amendement chaulant ou/et ajustement de la fertilisation si nécessaire.

3 LE CHOIX DES VARIETES

> planter les variétés en fonction de son secteur géographique ;
> choisir des cannes de début, de milieu et de fin de campagne afin de bien répartir ses livraisons.

4 LA PREVISION DE BOUTURES

> choisir des boutures de qualité : cannes de 8 à 10 mois, à l'œil encore tendre ;
> s'assurer d'en disposer en quantité suffisante au bon moment ;
> ne pas hésiter à constituer sa propre pépinière et à pratiquer des échanges entre planteurs.

5 L'ACHAT DES INTRANTS

> prévoir ses achats d'engrais, herbicides, chaux, etc... avant la fin de la coupe ;
> les fractionner en deux ou trois fois, pour ne pas vider sa trésorerie et éviter les ruptures de stock ;
> aviser son fournisseur.

Il sera alors possible d'améliorer son sol, d'épandre ses engrais et d'appliquer ses herbicides au meilleur moment.

6 LE CHOIX DES INTRANTS

> choisir les bonnes formulations d'engrais, les bons herbicides ;
> recourir aux conseils d'un technicien pour valider ses choix, en qualité et en quantité.

7 LES TRAVAUX D'INTERCAMPAGNE

> entretenir ses chemins, curer ses fossés, réparer ses voies d'écoulement d'eau pour éviter ravinage et érosion, aménager des ponceaux en sortie de champ.

Des chemins en bon état limitent les risques de casse matérielle et nécessitent des tracteurs moins puissants. Les économies réalisées couvriront largement le coût de la main d'œuvre de ces travaux.

8 LA REVISION DU MATERIEL

> profiter de l'intercampagne pour réviser son matériel, tracteur, remorques, etc ... Ne négligez pas les investissements de sécurité : freins, pneus, éclairage et électricité.

Ces révisions limiteront les pannes et les casses qui interviennent pendant la campagne et font perdre du temps et de l'argent. D'autre part, les engins agricoles ne sont pas épargnés par les contrôles de la police ou de la gendarmerie.

9 LA BONNE CONNAISSANCE DE SON EXPLOITATION

> s'assurer de bien connaître chaque parcelle de son exploitation ;
> enregistrer dans son carnet d'exploitation leurs rendements, les consommations d'eau, les apports d'engrais, de produits phytosanitaires... ;
> conserver la trace des mesures de surface effectuées par les techniciens.

Toutes ces données aideront à prendre les bonnes décisions le moment venu.

10 LES FORMALITES EN TEMPS VOULU

> déclarer ses prévisions de livraison de canne à l'usine. Grâce à cette déclaration, l'usine vous délivrera votre quota d'apport journalier ;
> déclarer sa surface exploitée au CTICS afin d'obtenir la photo aérienne de son exploitation, document faisant foi pour les subventions ;
> penser à votre PGE en cas d'investissements importants sur l'exploitation.

Le respect du calendrier de ces formalités évitera des retards dans le montage des dossiers d'aide.

Conseils de saison

Entretenez et révisez votre matériel

Mettez à profit l'intercampagne pour entretenir votre matériel et éviter des pannes coûteuses pendant la coupe. Vérifiez le bon respect des normes, notamment celles liées à la sécurité et au transport (voir notre Cahier Technique dans ce numéro).

Pensez à la campagne suivante

Il n'est jamais trop tôt pour monter vos projets de travaux : les dossiers sont parfois longs à instruire (notamment pour les travaux d'amélioration foncière). Pensez d'ores et déjà au(x) champ(s) qui seront à renouveler après la campagne 2011. Contactez le technicien de plantation pour programmer une analyse de sol, prévoyez vos achats de boutures et assurez-vous de la disponibilité en BETEL de votre fournisseur pour la période prévue de plantation.

Après la sécheresse

Si vous avez apporté votre engrais pendant la période de sécheresse 2010-2011, accordez un soin particulier à vos cannes de moins de six mois, en apportant un supplément d'urée (100 kg à l'hectare pour les cannes âgées de 2 à 6 mois).

R585 : les premières réactions

Libérée de façon progressive depuis le début de l'année, R585 a déjà été plantée et même récoltée dans le cadre du programme de multiplication de la variété en 2009. Trois exploitants l'ayant essayée dans leurs zones respectives nous livrent leur constat et opinion sur la nouvelle variété.



Yan Reboul



Bruno Robert



Charles Thonon

Yann Reboul
Une super variété

Sur son exploitation située à Saint-Philippe entre 300 et 400 mètres d'altitude, Yan Reboul a planté 4 000 mètres carrés de R585 en avril 2010. *«C'est une super variété. Elle est très bien adaptée à ma zone,* juge-t-il. *J'ai planté le même jour R579 à côté, la variété que j'exploite habituellement. R585 a carrément un mètre de hauteur en plus ! La différence est vraiment nette entre les deux variétés.»* Yan Reboul effectuera sa première coupe de R585 à la prochaine campagne. Cependant, il estime que la nouvelle variété sera rude à couper manuellement du fait justement de sa vigueur, de sa dureté et de sa densité. En conséquence, *«je la planterai là où je pourrai mécaniser»* estime-t-il à ce jour.

Bruno Robert
Un gain de tonnage évident

Exploitant de Sainte-Anne, Bruno Robert a planté un hectare de R585 en septembre 2009 à une centaine de mètres d'altitude. Il a réalisé sa première récolte pendant la campagne de 2010. *«Le gain de tonnage est évident, et la richesse pas trop mal»* constate-t-il. Pourtant sa satisfaction se modère au regard de la dureté de R585 et il considère qu'elle rend difficile sa coupe manuelle. *«Je pense que R585 demande de mécaniser la coupe,* observe-t-il. *Or la coupe mécanique entraîne* ***(dans les conditions actuelles de maîtrise des machines)****, une baisse de richesse de 1,5 à 2 points par rapport à la coupe manuelle. Il faut prendre cet élément également en compte.»* D'où l'interrogation de Bruno Robert : la baisse du coût de récolte compensera-t-elle la baisse de richesse liée à la mécanisation de la coupe ?

Charles Thonon
Tonnage doublé sur une parcelle abandonnée

«On s'attendait à une canne dure, mais elle ne l'est pas autant que cela. Nous avons pu la couper manuellement.» Tel est le constat de Charles Thonon qui a planté R585 pour produire des boutures dans le cadre du programme de multiplication de la nouvelle variété. Grâce à R585, Charles Thonon a réussi à doubler son tonnage sur une parcelle qui ne donnait pas grand chose. La plantation s'est faite en juin 2009 sur 1,5 hectare à 500 mètres d'altitude à Sainte-Suzanne. La parcelle avait été abandonnée à cause, justement, du faible tonnage de la variété classique plantée précédemment, R570. Elle ne produisait que 50 à 60 tonnes à l'hectare. Avec R585, le tonnage a quasiment doublé, 95 tonnes à l'hectare et l'exploitation de la parcelle est redevenue rentable ! Plus développée, dense et touffue que les autres variétés, R585 recouvre le terrain de façon homogène. Charles Thonon fait remarquer, en outre, l'économie en herbicides que la plante lui a permis de réaliser.

R585 renforce la filière

Les acteurs de la filière canne-sucre étaient réunis le 16 décembre à eRcane pour la présentation officielle de R585. Autour de la dernière née des nouvelles variétés, chaque partenaire de la filière a témoigné de sa confiance dans l'avenir.

R585 a joué les vedettes avec, en particulier, le rappel de son potentiel : 40 % de tonnage, 30 % de rendement en sucre et 20 à 30 % de fibre en plus par rapport aux autres variétés. Laurent Barau, sélectionneur à eRcane, a rappelé que R585, de même que les autres variétés, récemment libérées, était le fruit de tests débutés il y a 18 ans. Jean-François Moser, alors président d'eRcane, avait souligné de son côté le chemin parcouru pour arriver à ce résultat. Il avait rendu hommage aux *"anciens,"* ainsi qu'à la nouvelle équipe, dont la persévérance a conduit aux progrès actuels et fait d'eRcane un centre de recherche de réputation internationale. Saluant à son tour ce résultat, la vice-présidente du Conseil régional, déléguée à la filière agro-alimentaire, elle-même agricultrice, Virginie K'Bidy, a souligné la nécessité de préserver le foncier agricole. Quant à Michel Sinoir, directeur de la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, il s'est félicité de l'engagement dans la durée des partenaires de la filière et de la solidité de la convention canne.

Le **nouveau directeur du CTICS** en fonction

Anciennement directeur délégué de l'Agriculture et de la Forêt, puis depuis le 1er janvier 2011, directeur adjoint de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de La Réunion, Jean-Luc Bernard-Colombat a pris ses nouvelles fonctions en mars en tant que fonctionnaire détaché au CTICS par le ministère de l'Agriculture.

Jean-Luc Bernard-Colombat est en poste à La Réunion en tant que DAF délégué depuis novembre 2007 et connaît donc bien l'agriculture réunionnaise, la culture de la canne et l'économie sucrière. Au cours de sa carrière, si Jean-Luc Bernard-Colombat a exercé diverses fonctions en métropole, il a aussi été un proche de l'outre-mer pour avoir été en poste à la Martinique et en Guadeloupe. A La Réunion, son implication dans le monde agricole s'est traduite, entre autres, au sein de la commission départementale d'orientation agricole dont il présidait les travaux.
Ingénieur des Ponts, des Eaux et des Forêts, Jean-Luc Bernard-Colombat est un spécialiste des questions réglementaires et administratives, de l'aménagement du territoire et des questions environnementales liées à l'agriculture. Avec un regard neuf et indépendant sur la filière et le CTICS, ce profil lui confère la neutralité requise vis-à-vis des industriels et des planteurs pour diriger le centre technique et poursuivre sa politique de modernisation des méthodes et équipements.



Des **changements dans la continuité** au sein des institutions de la filière

Le départ de Jean-François Moser de la filière canne-sucre, au mois de février, a entraîné la désignation de nouveaux dirigeants industriels au sein des institutions professionnelles.

La présidence du Syndicat du Sucre de La Réunion est dorénavant assurée par Philippe Labro. Alain Detappe, directeur agricole de Tereos Océan Indien, assure pour sa part la présidence d'eRcane et a été désigné à la vice-présidence du CTICS. Florent Thibault, délégué général du Syndicat du Sucre, a été élu co-président du CPCS pour les industriels. Il est également membre du bureau du CTICS.
Avec cette nouvelle organisation, une approche d'équipe se met en place, côté industriel, avec une volonté affirmée de développer le dialogue avec les représentants des planteurs, notamment sur les sujets agricoles. «*Nous souhaitons approfondir la relation interprofessionnelle dans une logique gagnant-gagnant, afin que toute la filière progresse et innove dans l'intérêt des deux familles, planteurs et industriels*» déclare Florent Thibault.

Arrêté du 15 novembre

Liste du Conseil d'Administration du CTICS

portant nomination des membres du Conseil d'Administration du Centre Technique Interprofessionnel de la Canne et du Sucre de La Réunion

par le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire et la ministre auprès du ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, chargée de l'outre-mer, sur proposition des organisations professionnelles, sont nommés membres du conseil d'administration du Centre Technique Interprofessionnel de la Canne et du Sucre de La Réunion :

comme représentants des chefs d'entreprise

Au titre des chefs d'exploitation agricole
- M. Jean-Bernard GONTHIER (CGPER)
- M. Jules HOUPIARPANIN (CGPER)
- M. Fred NAZE (CGPER)
- M. Patrice POUNOUSSAMY (CGPER)
- M. Frédéric VIENNE (FDSEA)
- M. Olivier FONTAINE (JA)

Au titre des industriels fabricants de sucre*
- M. Alain DETAPPE
- M. Jean-Claude PRUGNIERES
- M. Jean-Claude PONY
- M. Florent THIBAULT
- M. Jean-Yves GONTHIER

comme représentants du personnel technique

Au titre des exploitations agricoles
- M. Eric SOUNDROM

Au titre des usines sucrières
- M. Marc THIERY

comme personnalités particulièrement qualifiées

- M. Christophe POSER
- M. Bernard de RANCHIN
- M. Bernard SIEGMUND

* Les industriels doivent proposer Philippe Rondeau comme nouveau titulaire en remplacement de Jean-François Moser

Les données recueillies **en cours d'analyse**

Les 7 000 exploitations de La Réunion ont été visitées par les enquêteurs entre septembre 2010 et fin février 2011.



Le recensement agricole fournira, mi-2011, une nouvelle photographie complète et détaillée de l'agriculture de France métropolitaine et des DOM. Depuis septembre 2010, plus de 160 enquêteurs ont rencontré les agriculteurs des DOM. A La Réunion, ce sont 46 enquêteurs qui ont été à l'ouvrage. Parmi eux, 30 ont poursuivi ce travail début 2011. Les enquêteurs du recensement agricole étaient munis d'une carte d'accréditation et d'un ordinateur portable (tablet PC), pour aller à la rencontre des chefs d'exploitation afin de renseigner un questionnaire. Les données connues de l'administration, en particulier celles issues des déclarations PAC, étaient déjà pré-remplies et certains postes ont alors été précisés. De nouvelles questions couvraient des thématiques peu renseignées (le travail du sol, la diversification des activités, les modes de commercialisation...). Le recensement est exhaustif. Il aboutira à une connaissance plus précise de l'ensemble de l'agriculture avec une géolocalisation du siège des exploitations agricoles qui rendra possible une analyse territoriale.

Des données strictement confidentielles

Pour les agriculteurs, le recensement agricole ne nécessitait aucune préparation si ce n'est d'avoir sous la main le dossier PAC pour vérifier les surfaces pré-remplies. L'entretien durait en moyenne une heure, parfois moins. Les informations recueillies sont strictement confidentielles, selon la loi du 7 juin 1951. Elles ne sont utilisées que par les services de la statistique agricole, ne sont communiquées à aucune autre administration et ne sont diffusées que sous une forme synthétique, afin de préserver l'anonymat des agriculteurs. Tous les agriculteurs de la métropole, des départements et collectivités d'outre-mer ont été concernés par cette enquête. Toutes les exploitations agricoles, même les plus petites, y ont participé. Les premiers résultats provisoires et globaux sont attendus vers la fin du premier semestre 2011. Ils seront accessibles gratuitement sur Internet.

Pour tout savoir du recensement agricole à La Réunion
www.daf974.agriculture.gouv.fr/
Données agricoles et rurales/Les enquêtes

Herbicide sélectif de la canne à sucre



Herbicide de prélevée, post-précoce, efficace sur un grand nombre d'adventices monocotylédones et dicotylédones, présentes dans les parcelles de canne à sucre.

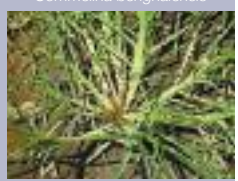
En prélevée , CAMIX contrôle plus particulièrement :

Les monocotylédones


Fataque
Panicum maximum


Grosse herbe de l'eau
Commelina benghalensis


Herbe sirop, herbe de miel
Paspalum scrobiculatum


Gros chiendent
Eleusine indica

Les dicotylédones


Margose
Momordica charantia


Passiflore
Passiflora foetida

CAMIX s'utilise à 3.75l/ha et s'inscrit dans le cadre du désherbage précoce, préservant ainsi tout le potentiel de rendement de la canne.

coroi

CAMIX - syngenta - AV / 2060088 composition 400g/l de S-métolachlore, 40g/l de mésotrione, 20g/l de bénoxacor-Xi -irritant Photos COROI - CIRAD

Appel à la remobilisation anti-ver blanc

Des poches d'infestation sont réapparues dans le Nord, l'Ouest et le Sud. En charge de la surveillance contre les ravageurs, la FDGDON alerte les planteurs et rappelle les conditions optimales pour appliquer le traitement préventif au BETEL®.

C'est principalement sur des parcelles en plantation que le ver blanc est réapparu avec des densités entraînant la destruction des jeunes racines. Les prospections effectuées sur 100 parcelles de surveillance après cette découverte ont conclu que 6 % des surfaces atteignaient ou dépassaient **le seuil de nuisibilité (de 3 à 5 vers blancs par souche)** dans ces zones à risque. Cette recrudescence du ver blanc a été constatée dans des poches dispersées dans le Nord, à Sainte-Marie et Sainte-Suzanne, dans l'Ouest à Saint-Leu et dans le Sud des Avirons jusqu'à Petite-Ile. Des zones où la prolifération du ver blanc avait été enrayée et maîtrisée jusqu'à présent grâce au traitement préventif obligatoire (voir le compte rendu des prospections 2010 ci-contre). D'où l'inquiétude actuelle. Ce retour sporadique du ver blanc sonne comme un avertissement. La FDGDON rappelle que **la lutte biologique au BETEL® est toujours obligatoire** contre le ver blanc depuis le retrait du Suxon.

La cause de la multiplication actuelle des poches d'infestation est connue. Elle s'explique principalement par l'augmentation des surfaces plantées avec, en particulier, la remise en culture de friches qui n'ont jamais été traitées. La sécheresse a favorisé le phénomène en fragilisant les cannes. Dans certaines parcelles infestées, des vers blancs étaient mycosés, ce qui prouve que le champignon est présent dans le sol mais qu'il lui faut du temps pour agir.

BETEL® et travaux de sol : la stratégie efficace

Ces résurgences soulèvent des interrogations, sur les conditions d'application du BETEL®, mais aussi sur l'évolution du champignon dans le sol dans le temps. Par ailleurs, le seuil de nuisibilité calculé pour R570 est-il applicable aux nouvelles variétés de canne ? Ce qui est sûr, dans tous les cas, c'est que pour être le plus efficace, **le traitement au BETEL® doit coller au cycle du ver blanc** (voir tableau du cycle biologique du ver blanc). Le BETEL® diffuse un champignon qui parasite et contamine le ver blanc. Appliquer en décalage par rapport à ce cycle, il sera plus long à agir et donc moins efficace, car le BETEL® n'agit pas comme un traitement chimique détruisant le ver blanc quelque soit sa forme, larvaire ou adulte, à n'importe quel moment de l'année, avec un résultat égal. La meilleure méthode consiste à contaminer le ver blanc à son stade adulte afin de limiter la population de larves de l'année suivante.

Le travail du sol par des labours dans la phase de développement larvaire permettra aussi de détruire une part importante de larves et de ramener ainsi à un niveau économiquement acceptable la population de vers blancs.

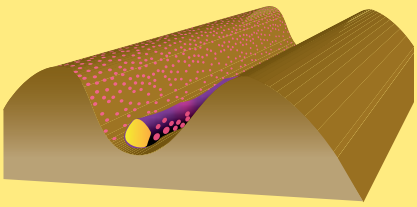


Ver blanc parasité par le champignon.

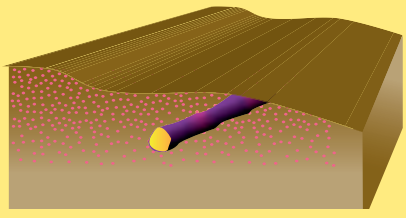
Une fiche pratique sur **le BETEL®**

Le groupe de travail sur le ver blanc a réalisé une fiche d'information-conseil sur le bio-agresseur et sur l'emploi du BETEL.® Les conseils portent en particulier sur le dosage du BETEL® et sur son épandage manuel ou mécanisé. Cette fiche est disponible dans les Pôles canne et sur le site internet de la FDGDON (www.fdgdon974.fr).

Le conditionnement du BETEL® en sacs étanches de 7,5 kg correspond à la quantité nécessaire pour traiter un quart d'hectare. Etant un **produit biologique, donc vivant**, ses utilisateurs doivent observer **un minimum de précautions pour conserver ses qualités** en limitant autant que possible son stockage et **respecter scrupuleusement la chaîne de froid**. L'idéal est de le récupérer juste avant la plantation, la veille étant l'idéal. Le BETEL® peut être transporté à température ambiante. Il n'est pas obligé de le garder au froid, mais stocké dans un endroit un peu frais et recouvert d'une couverture ou d'un goni humide, il se conservera quelques jours (maximum : 10 à 12 jours). En ce qui concerne les conditions d'application, l'exposition au soleil stérilisant le produit, le sillon doit être rapidement rebouché. Par ailleurs, la chaux et l'écume agressent le champignon, il faut éviter de les mettre en contact. La dose recommandée à appliquer est de 30 kg de BETEL® par hectare. Avec un écartement de 1,40 m entre les sillons, cela correspond à épandre 1 kg de produit sur environ 250 m de plantation. ***Pour plus d'information, contactez votre Pôle Canne.***



Répartir le produit de manière homogène au niveau de la bouture et aux abords du sillon ouvert...



Puis recouvrir immédiatement la bouture et le produit pour préserver son efficacité.

Comment le **BETEL®** détruit le ver blanc

Les spores du champignon contaminent l'insecte. Elles germent et traversent la peau de la larve. Le développement du champignon aboutit à la mort de l'insecte.

Le mycélium du champignon continue ensuite à envahir son hôte, transformant le cadavre en une momie qui finit par durcir et dont émergera un feutrage externe blanc producteur de nouvelles spores infectieuses. Ces nouvelles spores engendrent une épidémie qui peut tuer jusqu'à 80 % de la population de vers blancs.

Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre
Stade adulte 			**1er et 2e stades larvaires**		**3e stade larvaire** 						**Stade nymphe** 
• Vol au crépuscule dès les premières pluies • Ponte dans le sol Extension géographique de la population de ver blanc			• Développement dans le sol • Consommation de matières végétales en décomposition		• Poursuite du développement dans le sol • Consommation des racines des plantes						La larve s'enfonce dans le sol (jusqu'à 30 cm) pour devenir une **nymphe** qui se transformera en adulte ailé
Non nuisible			**Peu nuisible**		**Nuisible**						**Non nuisible**

Hoplochelus marginalis sous surveillance

100 parcelles témoins font l'objet d'un suivi étroit afin d'évaluer le degré d'infestation de vers blancs et l'action du champignon parasite.

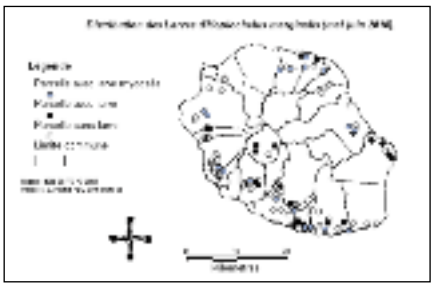
Le plan de surveillance du ver blanc a donné lieu en 2010 à une campagne de prospections larvaires pour évaluer la distribution et la densité du bio-agresseur et de son champignon parasite. Deux types de prospections complémentaires ont été réalisées :

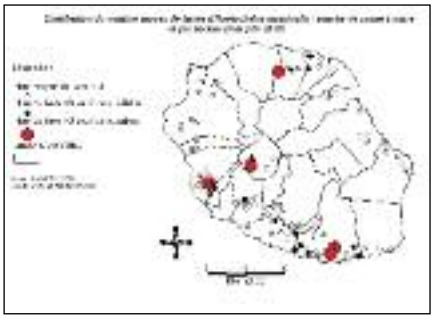
- des prospections larvaires périodiques ont été conduites dans 100 parcelles de surveillance réparties entre le Nord, l'Ouest et le Sud du 15 mai au 15 juin 2010,
- complétées par des prospections larvaires ponctuelles dans des parcelles jugées problématiques (des friches remises en culture).

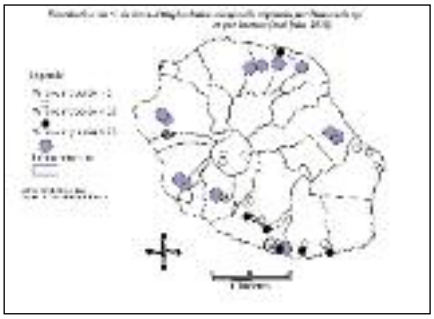
La méthode a consisté à arracher et examiner neuf souches de canne par hectare selon un plan d'échantillonnage en quinconce.

Le dispositif de surveillance reconduit en 2011

Les résultats de cette campagne ont révélé **une infestation supérieure au seuil de nuisibilité dans 6 % des parcelles prospectées.** La situation dans la zone Sud apparaît la plus problématique. Par ailleurs, la densité et l'action du champignon parasite du ver blanc dans les sols ont été étudiées. Les prospections larvaires ont montré un taux de mycose global de 18 %. La présence simultanée dans certaines parcelles du champignon parasite et de vers blancs actifs à cette période de l'année témoignait du manque d'efficacité des traitements sur ces terrains. **Le délai d'action du champignon est en effet plus ou moins long en fonction des conditions écologiques, agronomiques et environnementales de la parcelle.** Ce constat confirme la nécessité de connaître l'état sanitaire général des parcelles et de respecter les bonnes pratiques de lutte contre le ver blanc. Le dispositif de surveillance est maintenu en 2011 selon le même mode opératoire : des prospections périodiques entre mai et juin, auxquelles s'ajouteront des prospections ponctuelles sur des parcelles à risque.







Naissance du Bulletin de Santé du Végétal

Cette publication bimestrielle a pour objet d'informer plus largement et régulièrement les agriculteurs sur les résultats de la surveillance biologique du territoire.



Edité par le réseau d'épidémio-surveillance du végétal, le premier numéro du Bulletin de Santé du Végétal de La Réunion (BSV) a été publié en novembre 2010. Il est principalement diffusé sur internet, sur les sites des partenaires du réseau, avec une version papier disponible dans leurs locaux respectifs. Le second numéro est en cours de préparation. Le BSV est un nouvel outil de communication dont se dote le réseau d'épidémio-surveillance du végétal. Il est destiné à diffuser les données issues des observations de terrain. Ses lecteurs y trouveront des messages réglementaires, des fiches d'alerte, des bilans phytosanitaires et surtout la situation sanitaire du moment avec une évaluation des risques et un rappel des seuils de nuisibilité. Le réseau d'épidémio-surveillance évolue afin de pouvoir intégrer de nouveaux acteurs en garantissant l'objectivité et la qualité des informations. Pour ce faire, le réseau va s'équiper d'un système d'information partagé qui élargira la mutualisation et facilitera la remontée des informations. Il s'agira d'un outil standardisé, gratuit, mis à la disposition des professionnels pour leur permettre de saisir leurs informations parcellaires.

«Ce système sera accessible aux agriculteurs, aux organismes professionnels et à toutes les personnes concernées souhaitant, sur la base du volontariat, fournir des informations, explique le BSV. *Les observations se feront principalement à partir de parcelles de surveillance, sur la base de protocoles harmonisés et simples. Les informations, dans le respect des droits d'usage, seront centralisées, formalisées et validées par des animateurs filières pour une diffusion dans le Bulletin de Santé du Végétal*». Dans une première étape, le système de surveillance s'applique aux filières canne à sucre, arboriculture, maraîchage et horticulture. A terme, l'ensemble des cultures et des bio-agresseurs seront concernés.

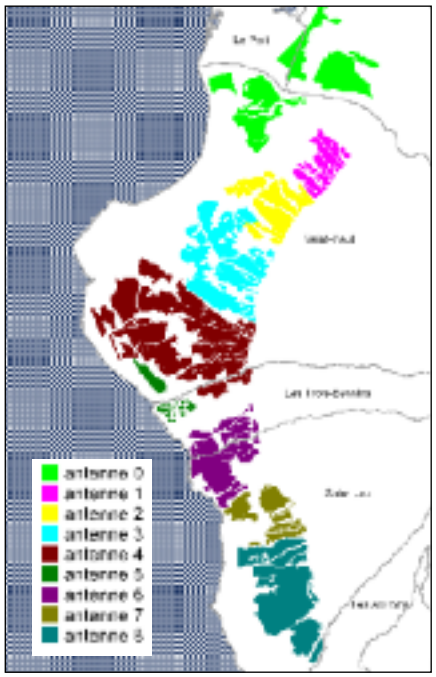
Le BSV n°1 est disponible en téléchargement gratuit sur les sites de la DAF (www.daf974.agriculture.gouv.fr) et de la Chambre d'Agriculture (www.reunion. chambagri.f), sur les rubriques Ecophyto 2018.

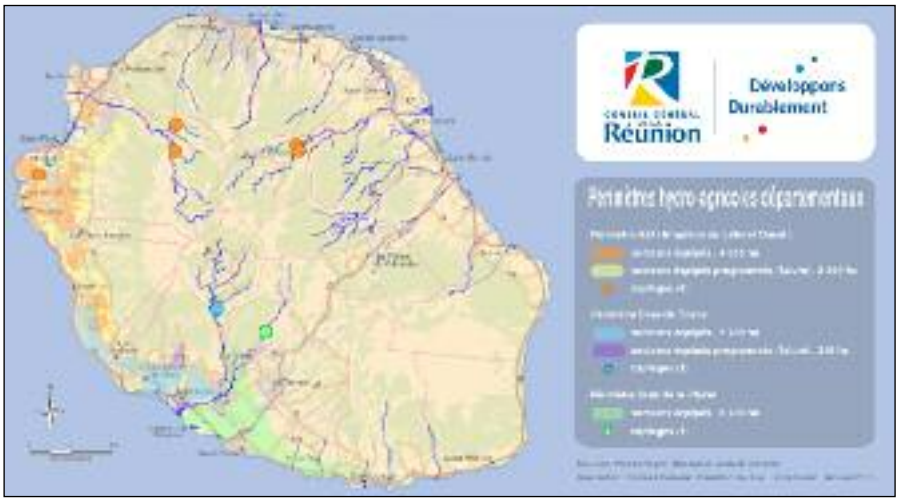


L'irrigation gagne du terrain

Outre la poursuite du programme de mise en eau du Littoral Ouest, les projets d'irrigation pilotés par le Conseil général concernent le Sud et le Nord-Est.

A l'heure actuelle, plus de 14 000 hectares sont équipés de bornes d'irrigation et donc en situation d'être irrigués : 4 300 hectares dans le cadre du projet d'Irrigation du Littoral Ouest (ILO), 3 700 hectares dans les périmètres du Bras de Cilaos, 6 700 hectares dans les secteurs du Bras de la Plaine. Prévoyant de couvrir au total 7 200 hectares, le réseau ILO est avancé à 60 % en termes d'équipement des antennes. Dans le Sud, la sécurisation et l'extension des périmètres irrigués du Bras de Cilaos et du Bras de la Plaine sont à l'étude. Cette extension pourrait porter le périmètre de 300 m d'altitude à 800 m. Le potentiel de nouvelles terres à mettre en eau est en cours d'évaluation. La sécurisation vise à protéger le réseau d'alimentation en eau des crues du Bras de la Plaine.





2 000 hectares à Sainte-Marie

Une autre réalisation d'importance débutera d'ici un an à Sainte-Marie où l'Association Syndicale des Irrigants du Nord-Est (ASINE) conduit le projet d'irriguer 2 000 hectares de terres agricoles. Les travaux d'équipement d'une première tranche de 500 hectares doivent débuter en 2012 pour une livraison en 2015.

Par ailleurs, il faut rappeler que la pérennité de l'alimentation en eau de La Réunion (habitat, industrie, agriculture) fait l'objet d'un projet de long terme visant une gestion globalisée des ressources. Celle-ci, grâce à l'interconnexion des bassins, éviterait les ruptures d'alimentation, car La Réunion dispose de ressources en eau suffisantes. Ce qui manque, ce sont les infrastructures pour optimiser leur exploitation.

ILO : le bout du tunnel

En novembre 2010, 2 000 mètres restaient à creuser pour achever le percement de la galerie Salazie Amont. D'ores et déjà, depuis 1999, les eaux d'infiltration et les écoulements superficiels captés dans le cirque de Mafate alimentent les antennes déjà opérationnelles. Le raccordement par tunnel des eaux de Salazie viendra aussi alimenter le réseau. L'aboutissement du projet ILO est prévu en 2015.

Ce qui est fait

Mise en eau 1999

Antenne 0
Ravine à Marquet
Cambaie
Antenne 4
Ravine Saint-Gilles
Ravine Trois-Bassins

2006

Antenne 8
Piton Saint-Leu
Maduran - le Cap

2007

Antenne 6
Colimaçons
Piveteau

2008

Antenne 3
Ravine Saint-Gilles
Bernica

Ce qui reste à faire

2011

Antenne 1 - Mise en eau
Mon Repos - Bois de Nèfles - Sans Souci
Antenne 7 - 18 mois de travaux
Saint-Leu - Ravine La Fontaine - Chemin La Surprise
Antenne 2 - 18 mois de travaux
Bernica, Bellemène

2015 au plus tard

Antenne 5
Partie basse Saint-Paul Trois Bassins
Zones différées Antenne 3

Le réseau d'irrigation du Littoral Ouest

Le réservoir de tête du réseau ILO est positionné à Mon Repos à Saint-Paul. L'eau est ensuite répartie entre deux conduites principales, celle de l'antenne 0 vers le Nord et la conduite maîtresse alimentant les antennes 1 à 8 vers le Sud. 80 % de l'eau prélevée dans les rivières des cirques de Salazie et Mafate sont destinés à l'irrigation de nouvelles terres agricoles et 20 % à l'alimentation en eau potable des communes de l'Ouest.

Chargement
L'avantage de la CUMA

Président de la CUMA de chargement Les Castors, Alexis Ramanaho explique pourquoi et comment neuf agriculteurs de la Confiance (Saint-Benoît) se sont unis pour résoudre le problème du chargement.



Pourquoi avoir créé une CUMA de chargement ?

Nous nous sommes regroupés pour acheter et exploiter en commun un chargeur forestier FARMI à bras télescopique. Chacun d'entre nous utilisait auparavant un chargeur frontal et tous, nous faisions le même constat : les champs étaient abîmés par les nombreux va-et-vient du tracteur. Le chargeur FARMI résoud ce problème tout en réduisant le coût du chargement par rapport au prix d'une prestation de service.

De quels matériels la CUMA est-elle propriétaire ?

Nous avons fait l'acquisition d'un chargeur FARMI et d'un tracteur de 90 ch qui est affecté exclusivement au chargeur.

Comment faites-vous pour la conduite du chargeur FARMI ?

La CUMA rémunère un poste de chauffeur. Trois des neuf adhérents de la CUMA ont été formés à la conduite du chargeur FARMI. C'est une sécurité. De cette façon, nous sommes certains que le poste sera assuré en toutes circonstances.

La CUMA a-t-elle fait baisser le prix du chargement pour chaque adhérent ?

Chaque adhérent de la CUMA paie un prix de chargement unique de 2,80 euros la tonne. Nous avons fixé ce prix en commun. Auparavant, le chargement nous revenait à chacun au moins à 3 euros la tonne. L'argent est versé sur le compte de la CUMA, géré par le trésorier du groupement. Ce fonds sert à payer le travail du chauffeur, les charges de fonctionnement et le remboursement de l'emprunt bancaire souscrit par la CUMA pour acheter le matériel.

L'animation du groupement est-elle contraignante ?

Au minimum, nous nous réunissons trois fois l'an. Une réunion en début de campagne pour nous accorder sur le prix et le planning des opérations de chargement, une seconde réunion en fin de campagne pour faire le bilan et l'assemblée générale obligatoire.

(1) L'ensemble des données chiffrées montrant le fonctionnement de la CUMA Les Castors figure en page III du Cahier Technique.

Transport de la canne : la sécurité routière avant tout

La productivité du transport ne doit pas se faire au détriment de la sécurité routière. Si, à ce jour, aucun accident grave n'est directement imputable aux engins agricoles, il n'en reste pas moins que certaines pratiques sont potentiellement dangereuses. Sous-préfet de Saint-Benoît, en charge de la sécurité routière dans le département, Serge Bideau lance aux agriculteurs un appel à la vigilance.



En tant que responsable de la sécurité routière, avez-vous un message particulier à adresser aux planteurs ?
C'est l'appel à la vigilance que nous adressons à tous les professionnels. Ils doivent considérer la sécurité routière comme un élément de la sécurité au travail. Elle ne doit pas être traitée différemment. Il faut rappeler que les accidents de la route sont la première cause d'accidents du travail. A l'échelle nationale, en 2009, 6 millions de jours de travail ont été perdus à cause d'accidents de la route. Sur la route, chacun concourt à la sécurité de tous.

Quels sont les problèmes de sécurité routière posés par les engins agricoles ?
Un chargement de cannes qui ne permet plus de voir les clignotants et les feux de stop est un chargement dangereux, pour le conducteur du tracteur et pour les autres usagers de la route. Je précise que le tracteur doit en outre être équipé d'un gyrophare visible à 50 mètres. Par ailleurs, des remorques en surcharge ne permettent plus le freinage et la stabilité dans les virages. Les engins ont des caractéristiques techniques qui doivent être respectées pour une bonne adéquation entre le matériel et son utilisation. Une autre conséquence des surcharges tient aux déchets de cannes qui tombent sur la route. Ils posent un problème de sécurité, particulièrement aux motocyclistes. Sur les quatre-voies, le différentiel de vitesse entre les tracteurs et les autres véhicules devient considérable.

L'empiétement sur la bande d'arrêt d'urgence est-il autorisé ?
Il est possible en effet car le Code de la Route stipule que nous devons faciliter la fluidité et la sécurité des autres conducteurs. De même, sur les routes secondaires, il est conseillé pour les conducteurs de tracteurs, si c'est nécessaire et quand c'est possible, de s'arrêter pour laisser passer le flot de véhicules qui les suit. Beaucoup d'agriculteurs ont ce réflexe, mais pas tous.

Des contrôles routiers spécifiques visent-ils les engins agricoles ?
Non. Les vérifications sont les mêmes que pour tous les types de véhicules. Personne n'est montré du doigt en particulier. La seule spécificité est liée aux surcharges qui gênent la visibilité des véhicules.

Comment améliorer l'information des agriculteurs sur cette question ?
Je suis tout à fait prêt à rencontrer les agriculteurs pour faire un point avec eux. J'ai d'ailleurs pris contact avec la Chambre d'Agriculture pour lui avancer cette proposition.



Météo, tonnage, richesse
La campagne 2010 à la loupe

Malgré des conditions météorologiques anormales, la campagne 2010 a donné un tonnage proche de celui de 2009, mais une richesse en recul par rapport à la moyenne décennale. Que s'est-il passé ? Caro Canne vous propose, région par région, une analyse détaillée.

Si les pluies abondantes pendant toute l'intercampagne, principalement dans l'Est, ont perturbé la croissance de la canne et le début de la coupe, un autre facteur a eu un impact non négligeable : les températures anormalement élevées tout au long de l'année sur l'ensemble des régions de l'île. *(voir pages 14 et 15)*

Les progrès de la mécanisation

Près de 20 % du tonnage total a été coupé mécaniquement en 2010. La progression est sensible en coupe tronçonnée, mais le fait marquant de la campagne a été la diffusion des coupeuses «pays». En deux ans, la récolte en cannes longues a quasiment été multipliée par dix. Si cette technique concerne encore moins de 3 % du tonnage global, elle suscite intérêt et interrogations chez les planteurs, et donne lieu à des expérimentations prometteuses. *(voir pages 16 et 17)*

Une sécheresse en fin de campagne

La raréfaction des pluies au cours des derniers mois de l'année, très marquée dans le Sud, a eu des conséquences sur les tonnages mais surtout sur la richesse dans cette région. Elle aura également des effets sur la campagne 2011 : dans les zones non irriguées, elle a perturbé la repousse des parcelles coupées en début de campagne, notamment dans le Sud où elle a perduré au mois de janvier. La pluie est revenue un peu plus tôt sur le Nord et l'Est, où les conséquences de la sécheresse devraient être atténuées.

2010 : la campagne en chiffres

	TONNAGE			RICHESSE		
	2000/2009	2009	2010	2000/2009	2009	2010
Secteur de Bois-Rouge	901 041	937 471	949 813	13,56	13,59	13,19
Secteur du Gol	919 353	947 292	927 384	14,32	14,26	13,99
Total	1 820 394	1 884 763	1 877 197	13,95	13,89	13,59

La richesse **tend à la baisse**

Depuis 1998, la richesse des cannes livrées dans toute l'île évolue en dents de scie, oscillant entre 13,7 et 14,3, avec des creux prononcés lors des mauvaises années climatiques (cyclones Dina et Gamède en 2002 et 2007, conditions particulières de 2010). La tendance globale, sur ces treize années, est à la baisse. Quelle est la cause de ce recul, que l'on peut estimer à environ 0,2 point ? *« Il pourrait y avoir une explication climatique à la baisse tendancielle de la richesse,* indique Jean-François Martiné, du CIRAD. *L'élévation générale des températures dans l'océan Indien, notamment des températures minimales, de mars à juin, période de maturation de la canne, quand elle a besoin de fraîcheur pour fabriquer du sucre ».*

Des rendements en augmentation

Le tonnage de canne moyen récolté à l'hectare est en augmentation sensible à La Réunion depuis trente ans. Il s'approche aujourd'hui des 80 tonnes à l'hectare : 79 tonnes en 2009, entre 77,5 et 78 en 2010 (chiffre qui sera précisé après les déclarations de surfaces), alors qu'il se situait entre 60 et 70 tonnes dans les années 1990 et entre 63 et 75 tonnes entre 2000 et 2008. Le développement de l'irrigation, l'arrivée de nouvelles variétés plus productives et l'amélioration des pratiques agricoles expliquent cette tendance.

Une campagne perturbée par la pluie et des températures élevées

La campagne 2010 a été marquée par des conditions météorologiques inhabituelles, qui ont perturbé à la fois la croissance de la canne et la récolte. Tout comme la pluie, des températures anormalement élevées ont eu des conséquences sur les résultats de l'année.

L'impression générale laissée par l'année 2010 pourrait se résumer en quelques phrases : une intercampagne pluvieuse, une persistance de la pluie jusqu'en août voir septembre suivant les zones, des températures plus élevées que la moyenne de février à novembre, mais plus particulièrement de février à juillet, et enfin l'installation de la sécheresse, plus accentuée dans le Sud, jusqu'à la fin décembre. L'ouverture de la campagne a par ailleurs été marquée par une forte inquiétude des planteurs, sur la base de richesses anormalement basses constatées au début de la coupe. Les pluies persistantes en début de campagne ont d'autre part perturbé la récolte par les coupeuses-tronçonneuses et les livraisons, dans les secteurs où les sols trop meubles rendaient difficile l'accès aux champs des chargeurs et des remorques.

Que nous dit l'étude des données météo ? *« Des années, comme 2004 et 2005 ont eu des richesses plus élevées et autant de pluie pendant l'intercampagne, mais des températures légèrement plus faibles»*, explique Jean-François Martiné, responsable du service de modélisation écophysiologique au CIRAD, plus particulièrement chargé d'étudier les effets des conditions climatiques sur la qualité de la canne. Ainsi, si la régularité anormale des pluies en mai, juin et juillet a indéniablement affecté la richesse, dans l'Est davantage que dans le Sud, obligeant par ailleurs les planteurs à livrer des cannes humides, *« les températures élevées ont eu plus d'influence que les pluies »*, poursuit Jean-François Martiné.

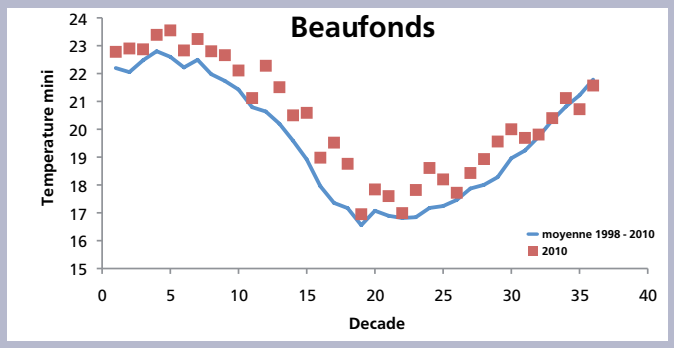
La canne, qui n'a pas connu de stress hydrique dans l'Est à l'approche de l'hiver, n'a pas davantage subi de stress thermique dans toute l'île. Or, elle a besoin de ces chocs climatiques pour fabriquer du sucre, alors que **la chaleur, tout comme la pluie, favorisent surtout sa croissance végétale**. Puis la sécheresse est venue, après deux à trois mois de coupe selon les zones. Moins sévère dans l'Est que dans le Sud, elle a permis d'y terminer la récolte dans de bonnes conditions. Par contre, dans les secteurs du Sud non irrigués, elle a obligé les cannes à puiser dans leurs réserves et à consommer une partie de leur sucre pour survivre.

Cette sécheresse a alors affecté les richesses de fin de campagne et abouti à un résultat global inférieur à la moyenne.

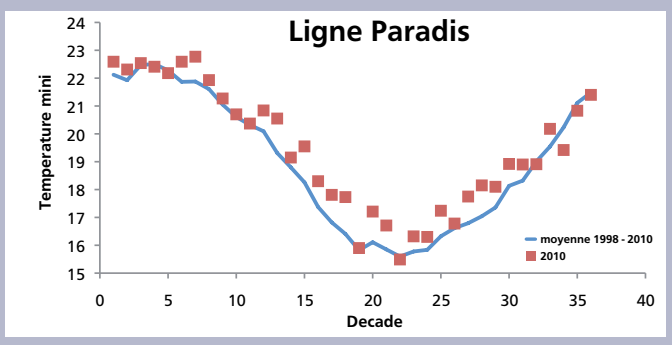
2010 : les chiffres de l'Ouest

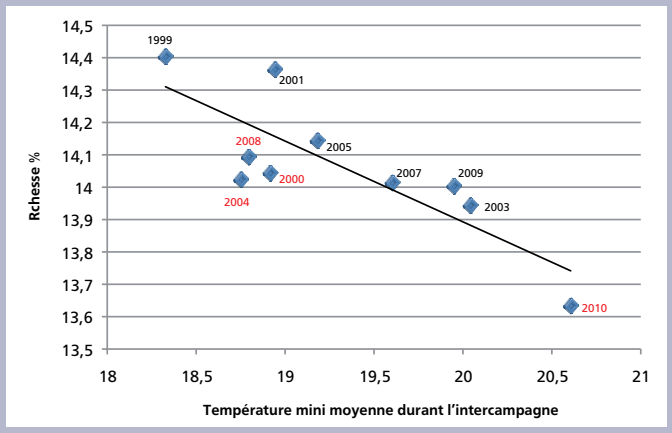
	TONNAGE			RICHESSE		
	2000/2009	2009	2010	2000/2009	2009	2010
Grand Pourpier	45 201	40 899	45 682	14,14	14,01	14,07
Tamarins	69 023	72 529	78 240	14,04	13,77	14,05
Stella	78 702	86 294	95 518	14,38	134,63	13,82

L'année 2010 a été celle du record pour la plate-forme de Stella, qui avait déjà enregistré de bons résultats en 2009 (près de 87 000 tonnes), même si la richesse est à la baisse. Grand Pourpier a dépassé la moyenne décennale en tonnage, après une campagne 2009 décevante (41 000 tonnes). A Tamarins, la richesse est restée dans la moyenne décennale, alors que les tonnages ont nettement progressé, y compris par rapport à la campagne précédente (72 500 tonnes en 2009).



A Beaufonds comme à Ligne Paradis, les températures minimales ont été plus élevée que la moyenne pendant presque toutes les décades (périodes de dix jours).





Ce graphique compare la température minimale moyenne pendant l'intercampagne et la richesse moyenne obtenue pendant la campagne. Les intercampagnes chaudes, plus nombreuses ces dernières années, coïncident avec des richesses basses.

Peu de cannes sont restées sur pied

L'étude de la photo-satellite prise après la fin de la campagne (26 décembre 2010) permet d'estimer les surfaces des cannes restées sur pied. La non-récolte peut avoir des raisons multiples : volontaires (cannes conservées pour les boutures, parcelles que l'on laisse «filer» en vue d'une coupe en début de campagne suivante) ou involontaires (impossibilité de livrer à temps avant la fermeture de l'usine).

La photo du 26 décembre met en évidence un taux de coupe habituel pour l'Ouest et le Sud, mais de seulement 96 % pour les bassins de Beaufonds et de Bois-Rouge, soit un taux plus bas que la moyenne.
Dans le secteur de Ravine -Glissante la fiabilité de la photo satellite n'est pas suffisante pour estimer les surfaces non coupées, en raison des nuages présents le jour de la prise de vue. Toutefois, la production potentielle des surfaces concernées (moins de 400 hectares) ne représenterait que 10 % du recul réel des tonnages mesurés sur les bassins de l'Est et du Nord-Est.

Comment sont faites les prévisions ?

Le 1,9 million de tonnes estimé par la profession avant le début de la campagne 2010 n'a pas été atteint, le 1,75 million de tonnes annoncé par le CIRAD a été dépassé. Chaque année, des écarts sont constatés entre les prévisions faites en juin et la production finale. Des différences logiques, qui traduisent les aléas, météorologiques ou autres, qui se produisent à partir du début de la coupe, même si le cycle de la canne fait qu'en termes de rendement, tout ou presque tout se joue pendant l'intercampagne.

La prévision globale annoncée par la filière avant le début de la récolte se fonde sur plusieurs outils :

- en mai, les industriels interrogent les planteurs sur leurs propres prévisions ;
- le CTICS procède à des échantillonnages sur une centaine de parcelles ;
- le CIRAD utilise pour sa part la télédétection par des images satellitaires acquises à différents moments de l'année en même temps qu'un modèle mis au point il y a quelques années par Jean-François Martiné. Ce modèle aide à prédire le rendement à l'hectare à partir des conditions climatiques (températures, précipitations, rayonnement solaire) observées pendant la période de croissance de la canne.

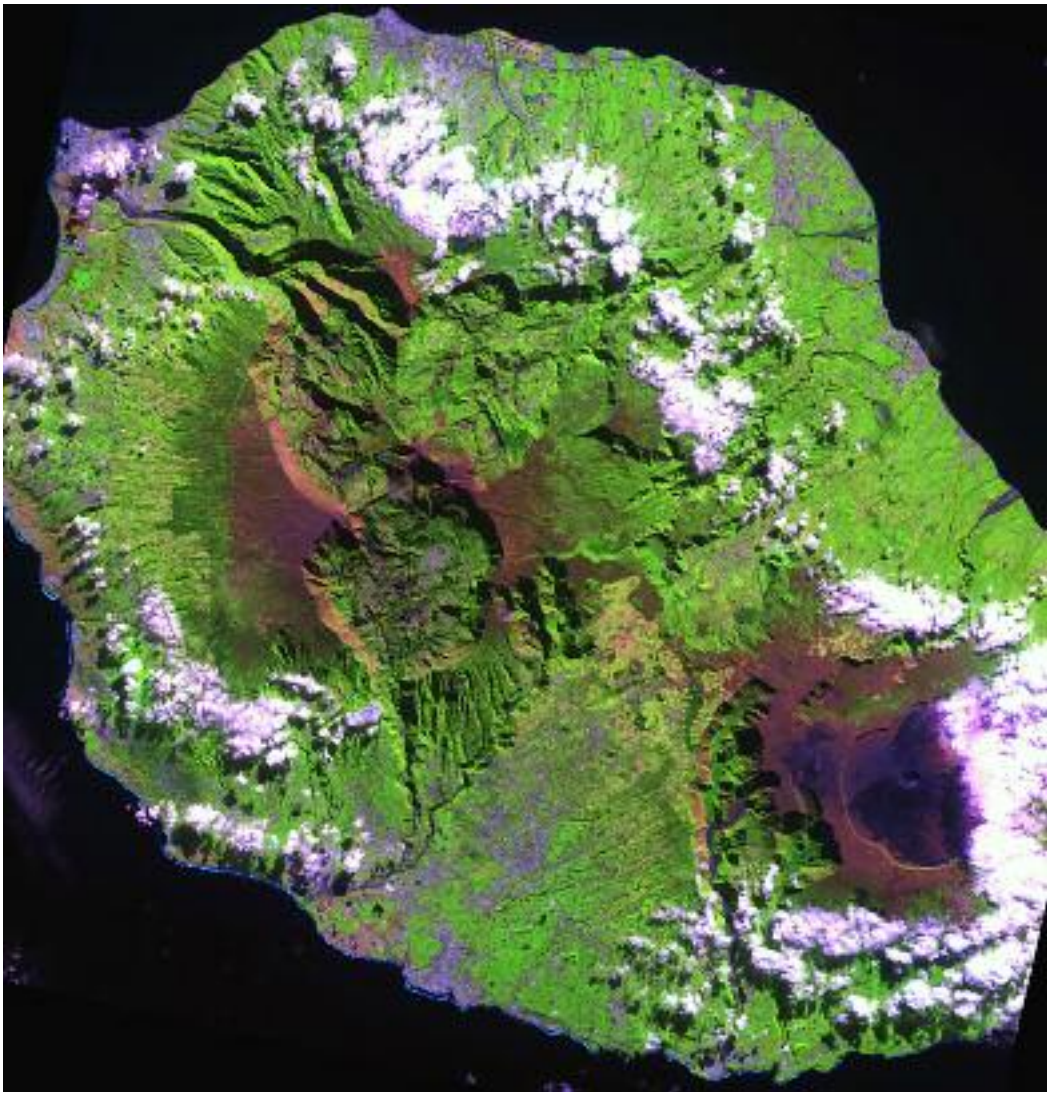


Image satellite du 26 décembre 2010 : nuages sur l'île gênant l'estimation des surfaces non coupées.

De nombreux correctifs sont apportés pour s'approcher de la réalité, mais le degré d'incertitude des prévisions est difficilement compressible.
En effet, il ne peut intégrer les variations des itinéraires techniques (à coups de replantations, déficit d'apport d'engrais, mauvaise maîtrise des mauvaises herbes) et surtout les évolutions de la météo à partir de juin. *«On ne sait pas encore prédire le climat !»*, regrette Jean-François Martiné. *«Nous constatons fréquemment un écart entre les résultats de nos estimations et les impressions qui remontent du terrain,* ajoute Pierre Todoroff, spécialiste de la croissance des cultures et du Système d'Information Géographique au CIRAD. *D'une manière générale, après une bonne année, le monde agricole fait des prévisions optimistes pour la campagne à venir, inversement après une mauvaise année. C'est loin d'être vérifié, les résultats de 2010, après ceux de 2009, le prouvent».*

Coupe mécanique : les coupeuses «pays» montent en puissance

La coupe mécanique a poursuivi sa progression, avec une nette augmentation du nombre de coupeuses «pays», pour lesquelles 2010 a été une campagne de prise en mains dans des conditions peu favorables.

53 coupeuses «pays» ont tourné dans les champs pendant la campagne 2010. Certaines ont beaucoup travaillé, récoltant jusqu'à 4 000 tonnes de canne, d'autres n'ont été opérationnelles qu'en fin de coupe. Dans certains cas, leur présence a favorisé une accélération des travaux en fin de campagne pour rattraper des retards.



2010, une année de prise en main des coupeuses «pays»

Mais globalement, tout comme 2009, 2010 a été une année de prise en mains pour les propriétaires des coupeuses et leurs chauffeurs. Les pluies en début de campagne n'ont pas facilité les opérations et l'utilisation des coupeuses «pays», tous modèles confondus, a suscité quelques inquiétudes les premières semaines de coupe. La mauvaise qualité des livraisons en cannes longues, comportant un taux élevé de feuilles imbibées d'eau, de cannes non étêtées mais aussi de terre, a amplifié la faiblesse de la richesse, naturelle en début de campagne. *«La confiance est revenue en septembre-octobre avec le beau temps et, sans doute, les progrès réalisés par les chauffeurs,* observe Pierre-Emmanuel Thonon, responsable du Pôle canne de Bois-Rouge. *Chaque planteur a également trouvé sa solution pour mieux étêter et épailler, au sabre, à la débroussailleuse, à la tronçonneuse…».* Dans ce contexte particulier de la campagne 2010, il est donc encore trop tôt pour dresser un bilan économique de ces machines, d'autant plus que ce mode de coupe a souffert d'une plus forte concurrence de la coupe manuelle : en raison de la crise du BTP, davantage d'ouvriers sans contrat de chantier sont revenus aux champs. Cependant, la mécanisation croissante a tout de même mis une pression à la baisse sur les prix exigés par les coupeurs.

Privilégier le tonnage : un mauvais calcul

L'augmentation rapide du nombre de coupeuses « pays» suscite une interrogation principale : faut-il rechercher une meilleure richesse en soignant le travail d'étêtage et d'épaillage, ou privilégier le tonnage ?

L'expérience des deux dernières campagnes plaide en faveur de la limitation du taux de non-canne dans les remorques. Le gain obtenu en livrant un tonnage supérieur peut en effet être annulé de plusieurs manières :

- une richesse anormalement basse dans un chargement, due à la présence trop importante de feuilles, pailles, têtes, choux ou babas est sanctionnable financièrement si le non respect du principe de «canne saine, loyale et marchande» est établi ;
- l'exportation de la paille des champs prive le sol, non seulement d'une protection contre l'érosion mais aussi d'une fertilisation naturelle, qui doit être compensée par des apports d'engrais supérieurs d'environ 30%. Soit un surcoût à l'hectare de 200 à 300 euros ;
- un champ «nu» après la coupe favorise la pousse des mauvaises herbes, ce qui nécessite plus de traitements herbicides et peut entraîner des pertes de rendement importantes la campagne suivante (10 tonnes perdues à l'hectare par mois de retard dans l'application des bons traitements).

Un bon calcul économique amène donc à réduire au maximum le taux de non-canne livré.

Progression de la coupe mécanique

		2008	2009	2010
Coupe mécanique	ha	4 210	4 500	5 100
	tonnage	296 400	361 400	404 000
Coupe tronçonnée	ha	4 140	4 210	4 210
	tonnage	296 400	296 400	(+6,6%) 296 400
Coupe «pays»	ha	70	380	660
	tonnage	5 400	30 400	(+67%) 51 000

Le tonnage coupé mécaniquement a progressé de 12 % en 2010 par rapport à la campagne précédente. Cette progression est autant due aux coupeuses tronçonneuses qu'aux coupeuses « cannes longues ». Au total, moins de 3 % de tonnage global a été récolté par les coupeuses «pays». Ce pourcentage a été supérieur dans certaines zones, comme à Ravine-Glissante. L'objectif de la filière, à long terme, est de mécaniser 80 % de la coupe (50 % en cannes tronçonnées et 30 % en cannes longues).

Innovation
Un râteau pour l'épaillage

Parmi les diverses expérimentations lancées en cours de campagne 2010 pour améliorer le fonctionnement des coupeuses pays, celle de Dominique Clain a été remarquée, en raison de sa simplicité.

«*A force d'y réfléchir, l'idée m'est venue un soir, deux mois avant la fin de la coupe*», explique Dominique Clain. Ce planteur de Sainte-Rose a fait l'acquisition d'une coupeuse auprès de la CANE à la mi-campagne 2009. En 2010, il l'a utilisée pour couper 3 500 tonnes, chez lui et pour le compte d'autres producteurs. «*Dans notre secteur,* poursuit-il, *la tonne coupée à la main se paie 15 €. Avec la machine, on en réduit significativement le coût. Sur des champs qui produisent de 120 à 130 tonnes à l'hectare, on arrive à couper mécaniquement de 40 à 50 tonnes par jour*». Mais en début de campagne, les pluies persistantes ont douché son enthousiasme, quand la richesse de ses récoltes s'est avérée catastrophique : 7, 8, 9…

Si le climat a en général participé à cette faible teneur en sucre, la part de non-cannes dans les livraisons coupées à la machine a amplifié la tendance. Comment mieux épailler, sans pour autant mobiliser des bras supplémentaires ? Le système imaginé par Dominique Clain, bon bricoleur, est tout simple. Il consiste en un râteau métallique, fixé dents en l'air à l'arrière de la mini-pelle.



Le râteau épailleur mis au point par Dominique Clain.

Une fois les cannes à terre, elles sont saisies par la pince de la coupeuse et passées sur le râteau : une partie des feuilles est arrachée et tombe au sol. «*Les cannes sont épaillées à 60 %,* estime l'inventeur. *Quand j'ai commencé à l'utiliser, il me restait 250 tonnes à couper. J'ai gagné un point de richesse sur mes dernières livraisons grâce à ce système*». Dominique Clain s'est rapproché de la CANE pour améliorer le matériel et rechercher des adaptations, en fonction des variétés et de la densité des cannes dans les champs. Et il n'a pas oublié de déposer officiellement son idée, en vue de la faire breveter !

Coupeuse intégrale à trémie : premières prestations en 2011

Tereos Océan Indien a poursuivi en 2010 l'expérimentation d'un système de trémie montée à l'arrière d'une coupeuse-tronçonneuse John-Deere, utilisable sur des parcelles où un attelage tracteur-remorque ne peut pas suivre la coupeuse en parallèle. Le dispositif de convoyage des cannes tronçonnées a été amélioré de manière à augmenter le remplissage de la trémie, qui peut désormais recevoir jusqu'à 1,7 tonne. La machine gagne ainsi en autonomie, pouvant travailler sur 100 à 150 mètres avant de vider sa trémie dans un caisson en bout de champ.

Après une nouvelle phase de mise au point et de démonstration, la coupeuse intégrale devrait être disponible en deuxième partie de campagne 2011 pour des prestations payantes sur les exploitations. Les planteurs intéressés peuvent d'ores et déjà le faire savoir à leur Pôle Canne ou à Jim Hoarau, technicien, au 0692 64 19 90.



La coupeuse à trémie en démonstration.

Coupeuse «brésilienne» : la mise au point se poursuit

La Coopérative des Avirons a réceptionné en cours de campagne 2010 le prototype d'une coupeuse commandée à un constructeur brésilien. Le concept est celui d'une coupeuse «cannes longues» dotée d'un réceptacle et d'une grue de déchargement.

Trois démonstrations publiques ont été organisées en fin de campagne, pour faire connaître le potentiel de la machine. «*Le cahier des charges a été défini en partenariat avec les planteurs, les industriels et différents organismes, dont le CIRAD*, explique Dominique Hoarau, responsable de clientèle de Gamm'agri, filiale de la Coopérative des Avirons.

Le système de réceptacle et de grue convient à la grande majorité de tous ceux qui l'ont vu fonctionner. Il nous reste à améliorer la vitesse du déchargement des cannes, nous travaillons sur plusieurs possibilités de modifications. D'autres solutions d'améliorations sont encore en phase de discussion, en vue d'être expérimentées». Les essais et les démonstrations se poursuivront au cours de la campagne 2011.



La coupeuse «brésilienne» en test.

Mickaël Ferrère à Sainte-Rose

«Oublier 2010 pour de nouveaux records en 2011»

Malgré un tonnage en baisse par rapport à 2009, Mickaël Ferrère garde confiance et investit pour l'avenir : son exploitation des Hauts de Sainte-Rose s'agrandit de 5 hectares cette année.

Pour Mickaël Ferrère, la campagne 2010 ne représente qu'un incident de parcours dans le développement de son exploitation des Hauts de Rivière-de-l'Est, où il s'est installé en 2000.

«La pluie a commencé en décembre 2009 et ne s'est pas arrêtée avant le mois de juillet, témoigne-t-il. *Une parcelle que je venais de replanter a été lessivée à trois reprises, j'ai dû chaque fois tout refaire, c'était la galère. Même en fractionnant les apports d'engrais, on a eu des problèmes pour travailler »*.

Avec un hectare en moins pour cause de plantation, il a livré 900 tonnes, au lieu de 1 200 en 2009, l'année de son record. La diminution des surfaces coupées ne suffit pas à expliquer la différence. Trop de pluie, pas assez d'ensoleillement : les conditions climatiques au cours du premier semestre ont mis un coup de frein à la croissance régulière de la production dans le secteur de Sainte-Rose depuis la fin des années 1990.

Chez Mickaël Ferrère, la richesse est en revanche demeurée excellente, à 14,85. *« Avec une telle richesse, je préfère continuer la coupe manuelle, dit-il, tant qu'il y aura de la main d'œuvre »*.

Titulaire d'un brevet professionnel Responsable d'Exploitation Agricole, ce planteur de 38 ans a appliqué les bonnes méthodes pour faire progresser l'exploitation que lui a transmise son beau-père. *« Il travaillait à l'ancienne, en faisant ses apports d'engrais après la fin de la campagne et en attendant février pour désherber.* ***Sur les conseils d'un technicien, Ivrin Rivière, j'ai changé de technique, en fertilisant les parcelles rapidement après la coupe et en les traitant en pré-levée. Les résultats ont suivi :*** *de 730 tonnes la première année, je suis passé à 850 la deuxième et 980 la troisième, sur la même surface, soit 105 tonnes à l'hectare, à 400 mètres d'altitude. Idem pour la richesse, qui a monté d'année en année»*.

Plutôt que d'épiloguer sur la déception de 2010, Mickaël préfère se tourner vers l'avenir. Son exploitation s'agrandit actuellement de 5 hectares, gagnés sur des friches attenantes à ses parcelles, dans le cadre de la compensation « photovoltaïque ». *« Les travaux d'amélioration foncière sont très lourds, ils seraient impossibles à amortir sans cette aide »*, dit-il. Et l'avenir, pour lui, passe par les nouvelles variétés : R582 et R585.

En attendant, il prépare avec confiance la campagne 2011 : *«Les Hauts de Sainte-Rose n'ont pas souffert de la sécheresse, nous avons eu des pluies régulières, une météo idéale pour la canne. S'il n'y a pas de cyclone en 2011,* ***on va battre de nouveaux records****»*, annonçait-il début février.



Premières compensations photovoltaïques

Les premiers travaux d'amélioration foncière financés par la « compensation photovoltaïque » ont été mis en œuvre en 2010. Dans le cadre du protocole signé en juillet 2008 par l'Etat, les collectivités et l'interprofession, les investisseurs dans des installations photovoltaïques au sol s'engageaient à assurer la remise en culture de friches pour assurer une production équivalente à celle des hectares agricoles perdus sous les panneaux. Les fermes solaires de Sainte-Rose alimentent ainsi une caisse gérée par la SAFER et destinée à la mise ou remise en culture de friches difficiles, où le coût des travaux est trop élevé pour être supportable par une exploitation avec les aides en vigueur. Dans la plupart des cas, la compensation photovoltaïque sera employée pour l'extension d'exploitations existantes.

Jean-Luc Grondin à Saint-Joseph

«Une campagne difficile, mais aboutie grâce au dialogue»

Comme tous les planteurs du Sud, Jean-Luc Grondin a souffert des conditions climatiques en 2010. Ses résultats sont à la baisse, mais il a évité le pire grâce à un bon dialogue avec son Pôle canne.

Début de campagne sous la pluie, fin de campagne dans la sécheresse : sur ses 19 hectares répartis entre Manapany et les Grègues, à Saint-Joseph, l'année 2010 n'a pas été de tout repos pour Jean-Luc Grondin. L'intercampagne a été beaucoup plus arrosée qu'à l'habitude, la pluie n'a pas cessé quand la coupe a démarré et elle a continué jusqu'en septembre. «*Les problèmes se sont accumulés*, explique le planteur. *Bien souvent, il était impossible de sortir les cannes des champs à cause du sol détrempé. Les balances ont été bloquées pendant une semaine par une grève puis la sucrerie du Gol a connu des incidents techniques*». Le mouvement de protestation des planteurs contre la présence des observateurs des industriels sur les sondes du CTICS, puis trois jours d'arrêt de la sucrerie, ont en effet compliqué la gestion des livraisons. Des cannes coupées sont restées à terre pendant trop longtemps et ont perdu de leur richesse, déjà affectée par le manque d'ensoleillement de l'intercampagne.

«A la mi-octobre, il me restait à livrer près de la moitié de mon tonnage, poursuit Jean-Luc Grondin. *Avec les quotas qui m'étaient attribués, ça ne passait pas»*. Le mois d'octobre correspond au pic de richesse dans le Sud, mais la sucrerie du Gol n'a pu répondre immédiatement aux demandes de quotas supplémentaires en raison d'incidents techniques sur les évaporateurs qui ont limité les cadences de broyage pendant quelque temps. *«Nous avons pu augmenter les livraisons début novembre, quand le problème a été résolu,* explique Patrick Thomas, responsable des Pôles canne de Casernes et Langevin. *Il est hors de question pour nous de délivrer des quotas supplémentaires pour compenser des retards de coupe volontaires. Mais quand les planteurs sont dans l'impossibilité de livrer, on peut toujours trouver une solution»*.

«Finalement, j'ai limité les dégâts, estime le planteur. *J'ai fini ma coupe plus vite que prévu, alors que j'étais en retard. Mon tonnage a un peu baissé, ma richesse a été de 13,89 alors que j'avait terminé à 14 en 2009»*.

Dans le Sud, la pluie s'est arrêtée net en septembre. Alors que la richesse reste à un bon niveau en fin de campagne, elle a baissé



en 2010 en raison du manque total d'eau : les cannes ont séché sur pied.

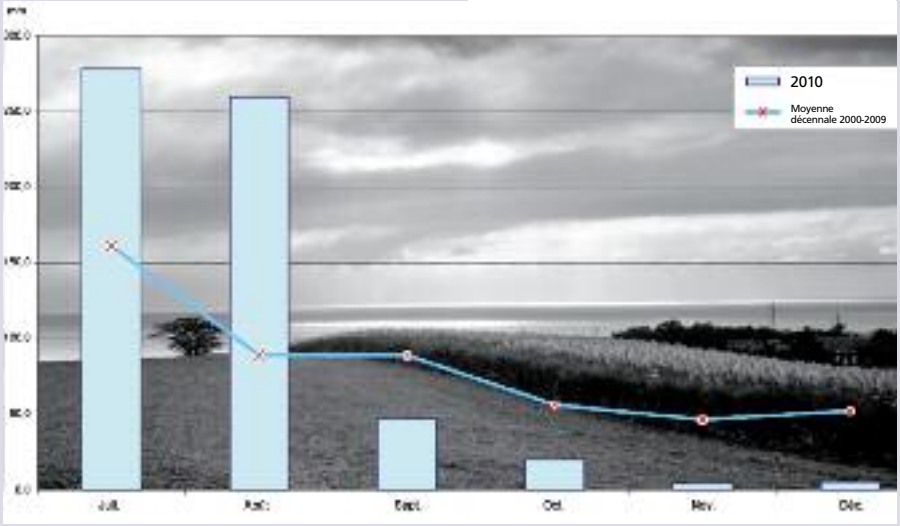
«Il nous a manqué 15 jours de pluies en fin de campagne pour être bon», résume Jean-Luc Grondin, qui pense désormais à la suite : replantation avec R579 et «peut-être» les nouvelles variétés (son exploitation est intégralement couverte de R570), travaux d'amélioration foncière sur ses parcelles de Manapany qui pourraient accueillir une coupeuse-tronçonneuse après épierrage...

Sud : la sécheresse, et après ?

Même si la plupart des surfaces de Jean-Luc Grondin sont irriguées, sous une sécheresse persistante, celui-ci a utilisé l'eau uniquement pour arroser les repousses en fin de campagne 2010 : *«L'irrigation aurait relancé la croissance des cannes prêtes à couper. Elles auraient puisé dans leurs réserves en sucre et la richesse aurait encore baissé»*, dit-il. Mais la pluie n'est toujours pas arrivée en décembre, puis très tardivement, et en faible quantité, en janvier. L'arrêté préfectoral est alors tombé, interdisant l'irrigation agricole, hors cultures vivrières. *« Début février, on avait l'impression, à la vue des repousses, que toutes les cannes avaient été coupées en novembre : celles de début de campagne n'étaient pas plus hautes que les autres »*. S'il a fait des apports d'engrais fractionnés sur les repousses, le planteur a retardé les traitements herbicides. Sans pluie, les mauvaises herbes ne poussent pas.

Mais les quelques précipitations survenues dans le Sud fin janvier et début février ont suffi à les faire repartir : leur surveillance et leur traitement étaient une priorité dans le secteur, en cet été austral 2011 atypique.

Précipitations à Saint-Joseph, station du CIRAD (17m)



Jean-Bernard Jaurès à Bagatelle

«J'espère dépasser les 100 tonnes à l'hectare»

2010 a été une campagne de transition pour Jean-Bernard Jaurès, colon devenu fermier en juillet dernier. Dans les Hauts de Bagatelle, à Sainte-Suzanne, il mise sur R585 pour augmenter ses rendements.

Le 1er juillet dernier, Jean-Bernard Jaurès, colon depuis dix ans sur les terres de la Société Adrien Bellier, a vu son contrat converti en bail à ferme. A cette occasion, son exploitation s'est agrandie de 7 hectares supplémentaires : des pâturages en friches, dont il a aussitôt démarré la plantation.
«En colonat, ça n'aurait pas été intéressant. En fermage, ça le devient, au moins on sait ce que l'on doit payer au propriétaire. De toute façon, j'ai toujours essayé d'aller de l'avant».
A 400 mètres d'altitude, dans les Hauts de Bagatelle, les parcelles ne sont pas facilement accessibles et la culture de la canne demande de la foi. Jean-Bernard n'en manque pas. Il a été le premier agriculteur du secteur à planter les nouvelles variétés, pour juger de leurs performances, en commençant par R582 et R583 : «*Même si cette dernière n'est pas adaptée à la zone,* reconnaît-il*, j'ai voulu faire un test»*. Les conditions particulières de la campagne 2010 ne l'empêchent pas de tirer des conclusions, après ses premières livraisons. En revanche, il affiche d'ores et déjà sa confiance en R585, qu'il récoltera pour la première fois cette année.
«Avec les variétés actuelles, R570, R575 et R579, j'obtiens de 80 à 90 tonnes à l'hectare, dit-il. *Avec R585, j'espère dépasser les 100 tonnes car depuis les premières plantations, en septembre et octobre, je vois déjà qu'elle pousse très bien»*.
En 2010, le planteur de Bagatelle a eu recours à une coupeuse pays pour récolter près de la moitié de son tonnage (1 064 tonnes au total). Expérience concluante, *«mais je vais continuer à faire des essais pour améliorer l'étêtage et le dépaillage»*, dit-il. De même, «*grâce à l'argent bagasse*», il investit dans du matériel agricole adapté à «ses» Hauts.
«Avant de me lancer dans la canne, en 2000, j'ai travaillé dans la mécanique, ce qui m'est bien utile aujourd'hui, résume Jean-Bernard. *Mais maintenant, j'espère ne plus changer de métier !»*.



La fin **du bail à colonat**

Le 27 janvier 2011, conformément à la Loi de modernisation de l'agriculture votée en juillet dernier, les baux à colonat partiaires ont définitivement disparu. Les derniers baux en vigueur ont été automatiquement convertis en baux à ferme, et ce pour une durée identique à ceux qu'ils remplacent. Conséquence : les cotisations sociales seront pleinement supportées par les nouveaux fermiers et les rémunérations ou les aides issues des productions leur seront versées intégralement. Les propriétaires uniquement bailleurs ne seront plus affiliés au régime agricole. La préfecture recommande aux propriétaires et locataires concernés d'engager sans tarder la signature d'un bail à ferme, s'ils ne l'ont pas encore fait. En attendant, le contrat de fermage est considéré comme verbal.
Les litiges éventuels seront examinés par le tribunal paritaire des baux ruraux.

Pour en savoir plus, contacter
- Renaud Bonin à la Chambre d'Agriculture (tél. : 0262 94 25 94)
- le service des non salariés agricoles à la CGSS (tél. : 0262 40 33 25)
- Véronique Flore à la DAAF (tél. : 0262 30 89 44)

Usines
Un bilan industriel très satisfaisant

Les deux sucreries ont connu un taux de panne exceptionnellement bas au cours de la campagne 2010. Les investissements se poursuivent en vue de préparer la campagne 2011.



A Bois-Rouge comme au Gol, les outils industriels ont fonctionné de manière optimale pendant la dernière campagne. L'usine de Bois-Rouge n'a pas subi d'avarie importante et le taux d'efficience global s'est établi à 98,43%, un des meilleurs résultats de la décennie.
Au Gol, l'efficience de la sucrerie a atteint 96,6%, ce qui constitue le meilleur résultat jamais atteint. «*Les travaux de fiabilisation engagés ces dernières années ont porté leurs fruits*», commente Bernard Constant, directeur de l'usine. Le seul incident technique notable s'est produit en tout début de campagne, avec l'écrasement d'un tuyau de vide qui a nécessité deux jours d'arrêt. Son impact a été très limité, en raison des livraisons de canne réduites pendant les premiers jours de la coupe.

Les travaux de l'intercampagne

Comme chaque année, les deux sucreries mettent à profit l'intercampagne pour procéder à des travaux de maintenance lourde et de rénovation, ainsi qu'à de nouveaux investissements. Objectif : améliorer l'ensemble des process de fabrication et les conditions de travail, mais aussi réduire l'impact de l'activité industrielle sur l'environnement.

A Bois-Rouge, un important projet se concrétise en 2011 : la construction d'une station de traitement des eaux de rejets. Différents chantiers menés au cours des dernières années ont contribué à la réduction du volume de ces rejets, mais la charge polluante reste toutefois importante et exige d'être abaissée : ce sera chose faite dès la mise en service de la nouvelle station, prévue en 2012, après un investissement de 3 millions d'euros.

D'autres investissements sont en cours à Bois-Rouge : ils visent à conforter les augmentations de capacité de broyage et de fiabilité et à diminuer les consommations d'énergie.

Au Gol, les 4,2 millions d'euros d'investissements programmés cette année portent pour plus de la moitié sur des dépenses de renouvellement : remplacement de malaxeurs, de tours aéroréfrigérantes, de la tuyauterie de vide. Sur la plateforme du Gol, un pont roulant sera également allongé d'une travée, pour améliorer les conditions de réception des cannes afin de répondre aux demandes formulées par les planteurs en CMU.

Gilbert Hoareau **aux commandes de Bois-Rouge**

Gilbert Hoareau a pris la direction de la sucrerie de Bois-Rouge le 1er octobre dernier, pour succéder à Jean-Claude Pony, nommé à la direction industrielle de Tereos Océan Indien. Il était jusqu'à présent responsable de production de l'usine, qu'il avait intégrée en 1986. Gilbert Hoareau est ingénieur Arts et Métiers.

R585 en test à Bois-Rouge



La sucrerie de Bois-Rouge a procédé en fin de campagne à un test inédit : elle a tourné pendant une heure en broyant exclusivement des cannes de la variété R585. Un test très court en raison des quantités limitées de cannes disponibles : «*Nous ne pouvons pas en tirer de conclusions définitives, mais cet essai est de bon augure*», explique Gilbert Hoareau, directeur de l'usine. La R585, beaucoup plus fibreuse que les autres variétés, est appelée à se diffuser largement au cours des prochaines années en raison de ses rendements élevés aux champs. Les usines doivent donc s'assurer qu'elles sont en mesure de traiter une matière première un peu différente. Le test de Bois-Rouge a confirmé que le broyage de cette canne nécessitait davantage d'énergie. Les essais se poursuivront pendant la campagne 2011, en fonction des livraisons, afin d'identifier des adaptations industrielles éventuellement nécessaires quand cette variété composera une proportion plus importante des apports.

Australie

Le cyclone Yasi affecte la production de canne

Les dégâts du cyclone Yasi, qui a frappé la côte Nord-Est de l'Australie en février, sont très importants dans les champs de canne à sucre. Yasi a traversé plusieurs grandes régions de production du Queensland, où la moitié du potentiel de récolte est perdue, selon l'association Canegrowers. La production totale du pays pourrait baisser de 15 % au terme de la campagne 2011. Le passage du cyclone a fait suite à la pire récolte enregistrée en vingt ans, en 2010, en raison de pluies prolongées qui ont retardé les travaux, réduit la richesse, et contraint les planteurs à laisser sur pied approximativement 20 % de la canne, soit environ 5 millions de tonnes. Le bilan final sera dressé en juin. Les vents de Yasi ont soufflé à plus de 280 kilomètres-heure, un niveau équivalent à celui d'un cyclone tropical très intense dans la classification en vigueur dans l'océan Indien.



Champ australien après le passage de Yasi. (Photo BSES Australie)

> Maurice

Production 2010 en légère baisse

L'île Maurice a produit l'année dernière 4,36 millions de tonnes de canne pour 452 000 tonnes de sucre. Ce bilan représente une baisse de 3 % par rapport à 2009 (467 000 tonnes de sucre). Comme La Réunion, l'île Maurice a été touchée par une sécheresse sévère en fin d'année. Malgré le retour de la pluie en février, «*le potentiel de production sucrière pour la campagne 2011 est sévèrement entamé*», estime la Chambre d'Agriculture mauricienne. L'amélioration continue de la productivité des champs masque une autre tendance : le recul régulier de la sole cannière. Environ 2 000 hectares par an ont été perdus au cours des dernières campagnes, sous l'effet de la baisse du prix garanti par l'Union européenne (Maurice est le premier exportateur de sucre vers l'Europe des pays du bloc Afrique-Caraïbes-Pacifique). Les plus petits planteurs ont tendance à abandonner la culture de la canne et les grandes sociétés sucrières cherchent à rentabiliser leur patrimoine foncier en se diversifiant dans la promotion immobilière.

> Madagascar

La Grande Île manque de sucre

Il s'écoulait en février à 3 300 ariary le kilo (l'équivalent de 1,20 euros), contre 2 200 ariary (0,80 euro) au mois de décembre. Malgré ces prix très élevés, comparés au pouvoir d'achat des ménages malgaches, la demande n'est pas satisfaite et la Grande Île est régulièrement obligée de réquisitionner des stocks destinés à l'exportation par les usines ou d'importer du sucre.

Des producteurs se tournent vers le sucre bio

Des petits producteurs de canne à sucre de la région de Brickaville, dans l'Est de Madagascar, visent l'écocertification «bio» de leur production. Après la fermeture de l'usine SIRAMA, il y a quatre ans, plusieurs dizaines d'entre eux se sont regroupés en coopérative et ont construit une mini-sucrerie, avec le soutien de l'Etat malgache et de la région française Rhône-Alpes. L'unité a une capacité de production de 270 kilos de sucre par jour, écoulés sur le marché local et à l'exportation.

> Afrique du Sud

Le sucre sud-africain veut accéder au marché européen

L'Afrique du Sud, qui produit chaque année plus de deux millions de tonnes de sucre, négocie actuellement avec l'Union européenne un accès préférentiel au marché communautaire, au même titre que les pays ACP et les PMA (Pays Moins Avancés). A l'époque de l'apartheid, le sucre sud-africain s'était vu fermer les portes des marchés européens. Puis en 2001, l'accord de libre échange signé entre Pretoria et Bruxelles l'avait exclu. La South African Sugar Association souhaite désormais disposer d'un quota d'écoulement à des conditions privilégiées, avec l'espoir, à terme, de vendre leur sucre à l'Europe sans droit de douane, tout comme ses voisins (Swaziland, Mozambique, Zambie...). Les Sud-Africains s'estiment désavantagés par rapport à ces pays avec lesquels ils forment une union douanière. Ces discussions ont pour cadre les négociations de l'Accord de Partenariat Economique entre l'Union européenne et les sept pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

> Thaïlande

Production sucrière à la hausse

La production de sucre thaïlandais pourrait atteindre 7 millions de tonnes au terme de la campagne 2010-2011 (de novembre à octobre), selon les prévisions de l'Office of the Cane and Sugar Board. Grâce à un cours du sucre à la hausse sur le marché mondial, les superficies cultivées ont augmenté de 10 % (de 1 million à 1,1 million d'hectares). Une amélioration de 10 % du rendement industriel est également attendue cette année : il pourrait passer de 100 à 110 kilos de sucre extrait pour une tonne de canne.

> Consommation mondiale

Plus de 200 millions de tonnes en 2020

Selon une étude récente de l'International Sugar Organization, la consommation mondiale de sucre passerait de 161 millions de tonnes en 2009 à 201 millions de tonnes en 2020. A cette date, l'Inde (33 Mt) et la Chine (22 Mt) deviendraient les deux plus gros consommateurs mondiaux, devant l'Union européenne (19 Mt), le Brésil (14 Mt) et les Etats-Unis (10 Mt). Le taux de croissance annuelle de la consommation serait de 2 %, avec des progressions plus fortes attendues en Chine (+3,6 %), en Indonésie (+3,1 %) ou en Inde et au Pakistan (+2,8 %).

Des solutions pour valoriser la canne

< Presses

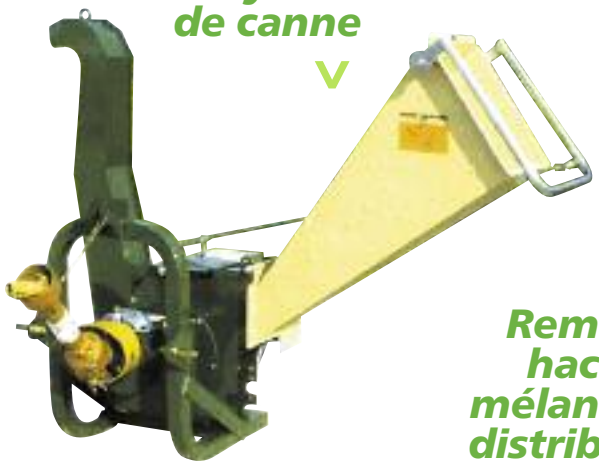




Tubulaire >

Broyeur de canne

v



Remorque hacheuse mélangeuse distributrice >





< Andainer

SICALAIT

Bourg Murat PK27
Plaine des Cafres - La Réunion
Tél : 0262 59 35 30
Fax : 0262 59 08 49

Assurance Titane Pro

NOTRE MISSION, PROTÉGER VOTRE OUTIL DE TRAVAIL

Groupama 100% avec les PROS



DU SUR MESURE POUR VOS TRACTEURS ET MATÉRIELS AGRICOLES*.

Avec Titane Pro, protégez séparément vos tracteurs et votre parc de matériels en bénéficiant d'une couverture personnalisée. De plus, profitez d'une protection spécifique pour vos matériels attelés d'une valeur supérieure à 30 000 €.

Contactez votre conseiller Groupama pour plus de renseignements.

Groupama

Toujours là pour moi.

www.groupama.fr

* Selon les limites et conditions fixées au contrat.